



LE PARTENARIAT DE L'UNION EUROPÉENNE AVEC LES PAYS DU G5 SAHEL

POURQUOI L'UE TRAVAILLE-T-ELLE AVEC LES « PAYS DU G5 SAHEL » EN AFRIQUE ?

En 2014, le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger ont mis en place le groupe des pays du « **G5 Sahel** » pour accroître la coopération entre ces pays en matière de sécurité notamment, et relever les défis majeurs auxquels ces pays sont confrontés. Depuis, l'UE a intensifié sa coopération avec cette initiative dirigée par les 5 pays du G5 Sahel pour construire un partenariat solide sur de nombreux fronts: du dialogue politique au développement et au soutien humanitaire, en passant par le renforcement de la sécurité et la lutte contre la migration irrégulière.

La région du Sahel est confrontée à un certain nombre de défis urgents tels que l'extrême pauvreté, les crises alimentaires et nutritionnelles fréquentes, les conflits, les migrations irrégulières et la criminalité telle que la traite des êtres humains et le trafic de migrants. L'extrémisme violent pose également de graves problèmes sécuritaires dans la région et a des répercussions potentielles en dehors de la région, y compris en Europe.

PAYS DU G5 SAHEL



QUELS SONT LES PRINCIPAUX DOMAINES DE SOUTIEN DE L'UE AUX PAYS DU G5 SAHEL ?

L'UE soutient désormais les pays du G5 Sahel sur **TROIS AXES PRINCIPAUX**:



PARTENARIAT POLITIQUE

L'UE est un partenaire politique important des pays du G5 Sahel et a régulièrement mis en place des dialogues « UE-G5 ». La Haute Représentante/Vice-Présidente, Federica Mogherini, a tenu des réunions annuelles avec les ministres des affaires étrangères du G5 Sahel pour renforcer la coopération dans des domaines d'intérêt commun tels que le développement, la gouvernance dans les zones fragiles, et l'amélioration de la sécurité, y compris la lutte contre le terrorisme et les trafics illicites. L'UE est également fortement engagée dans le processus de paix au Mali.



SOUTIEN À LA SÉCURITÉ ET À LA STABILITÉ

L'UE soutient des initiatives de sécurité concrètes menées à l'échelle régionale. L'UE a déjà fourni un montant de 147 millions d'euros pour la création de la Force Conjointe du G5 Sahel qui vise à améliorer la sécurité régionale et à lutter contre les groupes terroristes et criminels. L'UE est elle-même un partenaire clé de la sécurité dans la région, avec ses 3 missions opérationnelles dans le cadre de la politique commune de sécurité et de défense; EUCAP Sahel Niger, EUCAP Sahel Mali, Mission de formation de l'UE (EUTM) au Mali. L'UE a déployé la Cellule régionale de conseil et de coordination (RACC) à Nouakchott, où le Secrétariat permanent du G5 Sahel est basée. L'UE soutient également la stabilité et la sécurité dans la région à travers d'autres programmes.



AIDE AU DÉVELOPPEMENT

L'UE, avec ses États membres, est le principal donateur de la région avec **8 milliards d'euros** sur la période 2014-2020. L'UE utilise tous ses outils pour soutenir les efforts de développement dans la région, notamment le "Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique", grâce auquel **1.865 milliards d'euros** ont été jusqu'à présent engagés. Depuis 2015 l'UE a également financé avec 14 millions d'euros plusieurs programmes régionaux du G5 Sahel dans le cadre de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (ICSP). L'UE est également membre et principal soutien de **l'Alliance Sahel** mise en place pour mieux coordonner l'aide au développement existante de l'UE et des États membres dans la région, d'une manière plus rapide et plus interdépendante qu'auparavant grâce à une action conjointe. L'UE travaille maintenant avec le G5 Sahel afin de transférer le Centre de Coordination aux structures du G5 Sahel.

COMMENT L'UE EST-ELLE IMPLIQUÉE DANS L'ALLIANCE SAHEL ?

L'UE est membre de l'Alliance Sahel, lancée et signée par la France, l'Allemagne et l'UE en juillet 2017. Elle est actuellement composée de 12 membres : France, Allemagne, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Union Européenne, PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), BAD (Banque Africaine de Développement) et Banque mondiale. Elle vise à coordonner et à délivrer l'aide plus rapidement et plus efficacement dans la région. Elle cible en particulier sur les zones périphériques, transfrontalières et fragiles du Sahel. Depuis son lancement, l'Alliance pour le Sahel a identifié six domaines prioritaires:



Le 30 octobre 2018, l'Alliance et le G5 Sahel ont signé un protocole de partenariat établissant le cadre de la coopération entre l'Alliance Sahel et le G5 Sahel.

Le Programme d'Urgence Développement (PDU) a été coordonné au sein de l'Alliance Sahel. Il rassemble les contributions de l'UE et d'autres donateurs, tels que la France et le PNUD.



266 millions d'euros

Montant total du PDU de l'Alliance du Sahel (dont **98,3 millions d'euros** au travers du fonds fiduciaire de l'UE avec des contributions allemande et danoise).

QUEL SOUTIEN L'UE APPORTE-T-ELLE AU SAHEL EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ?



LA FORCE CONJOINTE DU G5 SAHEL

L'UE a pleinement soutenu cette initiative menée par les pays du G5 depuis le début et a fourni une contribution de 147 millions d'euros pour faciliter sa mise en place. Ce financement est fourni par le biais de la Facilité de paix pour l'Afrique et ne peut couvrir que du matériel non létal. Ce soutien comprend également la mise en place et l'opérationnalisation d'un cadre de conformité aux Droits de l'Homme et au Droit Humanitaire International pour la Force Conjointe du G5 Sahel, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

S'appuyant sur la capacité et l'expertise de l'UE en matière de planification militaire, l'UE a mis en place **un centre de coordination** unique en son genre pour rassembler les nombreuses offres de soutien international à la force conjointe du G5. Le centre permet aux donateurs d'acheminer l'aide indispensable. En pratique, il fonctionne en faisant correspondre les offres des donateurs à une liste de besoins reconnue, fournie, et déterminée par la force conjointe. L'UE travaille maintenant avec le G5 Sahel afin de transférer le Centre de Coordination aux structures du G5 Sahel.

Pour intensifier l'action sur la sécurité, notamment dans les zones frontalières des pays du Sahel confrontés à des menaces terroristes et sécuritaires, les pays du G5 Sahel ont mis en place leur force de sécurité régionale. La force conjointe se compose de troupes du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Burkina Faso et du Tchad et opère dans les cinq pays. Concrètement, la force conjointe du G5 dispose de forces permanentes déployées le long des frontières, capables de fonctionner ensemble sous une structure de commandement et de communication centralisée. Cela permet de faire face à la menace terroriste et sécuritaire urgente dans la région, qui est un problème transfrontalier pour tous les pays concernés.

MISSIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE (PSDC)

L'UE compte actuellement trois missions PSDC et une action spécifique au Sahel:



1- EUCAP Sahel Niger est une mission civile de renforcement des capacités soutenant les Forces de Sécurité Intérieure nigériennes (Police, Gendarmerie, Garde Nationale) afin de renforcer les capacités nigériennes de lutte contre le terrorisme, le crime organisé et les migrations irrégulières, par le conseil, la formation et la fourniture d'équipement. La mission a établi un bureau régional à Agadez, avec une présence permanente depuis avril 2016. Elle apporte son soutien à la présidence nigérienne du G5, en particulier sur l'opérationnalisation de la composante police de la Force Conjointe du G5 Sahel. Son mandat continue jusqu'au 30 Septembre 2020.



2- EUCAP Sahel Mali est une mission civile fournissant une expertise en matière de conseil stratégique et de formation à la police malienne, à la gendarmerie et à la garde nationale ainsi qu'aux ministères concernés afin de soutenir la restructuration des Force Maliennes de Sécurité Intérieure et la réforme dans le secteur

de la sécurité. Son mandat s'étend jusqu'en janvier 2021. La mission soutient également la conceptualisation et l'opérationnalisation de la composante police malienne de la Force Conjointe du G5 Sahel, en coordination avec les autres missions PSDC dans la région.



3- EUTM Mali est une mission de formation militaire, déployée en mars 2013 à la suite de la crise, qui donne des conseils aux autorités maliennes dans la restructuration des forces armées maliennes pour aller d'une structure de « guerre » à une structure de temps de paix et de post-conflit dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de paix d'Alger et de la réforme du secteur de la sécurité générale, par la formation de bataillons et le soutien à l'élaboration de la première Loi sur la programmation de la défense jamais adoptée au Mali. Son mandat s'étend jusqu'en mai 2020.



L'UE a mis en place une régionalisation de sa présence en PSDC, à travers un réseau d'experts en matière de sécurité et de défense déployés dans les délégations de l'UE dans la région et une Cellule Régionale de Conseil et de Coordination (RACC) basée à Nouakchott. Cela permettra de coordonner les activités de renforcement des capacités, de soutenir l'opérationnalisation de la force conjointe des pays du G5 et de faciliter les synergies avec les programmes financés par l'UE dans une perspective d'approche intégrée.

COMMENT L'UE SOUTIENT-ELLE LE PROCESSUS DE PAIX AU MALI ?

L'UE soutient activement le processus de paix au Mali. Elle est l'un des garants de l'accord pour la paix et la réconciliation signé en 2015. L'UE soutient la résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies pour des sanctions ciblées contre ceux qui menacent l'accord de paix au Mali, et est un partenaire majeur du Mali en matière de sécurité et de développement. Deux missions PSDC de l'UE, une militaire (EUTM) et une civile (EUCAP Sahel Mali) fournissent des conseils stratégiques et forment les forces armées et de sécurité du Mali ainsi que les ministères concernés afin de contribuer à la restauration de l'intégrité territoriale malienne, la protection de la population, et afin de soutenir les réformes dans le secteur de la sécurité.

€500,000

LA HAUTE REPRÉSENTANTE / VICE-PRÉSIDENTE, FEDERICA MOGHERINI s'est rendue au Mali en juin 2017 et a annoncé un soutien de l'UE de 500 000 euros au « Comité de suivi de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali » dans lequel le Représentant Spécial de l'Union européenne pour le Sahel, représente l'UE, également au sein de la médiation internationale.

COMMENT L'UE SOUTIENT-ELLE LA RÉGION AVEC L'AIDE HUMANITAIRE ?

L'Union européenne est l'un des principaux fournisseurs d'aide humanitaire aux pays du Sahel. En 2018, la Commission européenne a alloué 193 millions d'euros d'assistance humanitaire multisectorielle aux déplacements forcés, à l'aide alimentaire d'urgence, au traitement nutritionnel vital, aux soins de santé essentiels, à l'eau et à l'assainissement et à la protection des populations les plus vulnérables des cinq pays du G5 Sahel. En outre, l'UE soutient également des initiatives de réduction des risques de catastrophe.



1 MILLION

Grâce au soutien de l'UE, plus de **1 millions de personnes vulnérables** ont reçu une aide alimentaire en 2018



430,000

L'UE a également soutenu le traitement de **430 000 enfants** souffrant de malnutrition aiguë sévère

SOUTIEN DE L'UE PAR PAYS DU G5 SAHEL :

BURKINA FASO



- Fonds européen de développement : **628 millions d'euros** (2014-2020) soutien à :
 - (i) soutien à la bonne gouvernance
 - (ii) la santé
 - (iii) la sécurité alimentaire, l'agriculture durable, l'eau
 - (iv) l'énergie durable principalement à travers le soutien budgétaire
- Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique : **245,8 millions d'euros** (depuis 2016)
- Aide humanitaire : **19.2 millions d'euros** (2018)
- Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) 2015-2019 : **22,7 millions d'euros**

CHAD



- Fonds européen de développement : **542 millions d'euros** (2014-2020) soutien à :
 - (i) sécurité alimentaire, nutrition et développement rural
 - (ii) gestion des ressources naturelles
 - (iii) renforcement de l'état de droit
- Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique : **170,7 millions d'euros** (depuis 2016)
- Humanitarian aid : **€66.7 million** (2018)
- Instrument contributing to Stability and Peace (IcSP) 2015-2019 : **9,85 millions d'euros**

MALI



- Fonds européen de développement : **665 millions d'euros** (2014-2020) soutien à :
 - (i) consolidation de la paix et réforme de l'État
 - (ii) développement rural et à la sécurité alimentaire
 - (iii) Education
 - (iv) infrastructures
- Facilité d'investissement en Afrique : **114,8 millions d'euros** pour la construction d'infrastructures routières et énergétiques
- Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique : **270,8 millions d'euros** (depuis 2016)
- Aide humanitaire : **21 millions d'euros** (2019)
- Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) 2015-2019 : **22,5 millions d'euros**
- Missions PSDC de l'UE : **EUCAP Sahel Mali, EUTM Mali**

MAURITANIA



- Fonds européen de développement : **160 millions d'euros** (2014-2020) soutien à :
 - (i) la sécurité alimentaire et l'agriculture durable
 - (ii) le renforcement de l'état de droit et
 - (iii) l'amélioration du système de santé
- Facilité d'investissement en Afrique : **20,5 millions d'euros** pour la construction d'infrastructures (2016 – Pont Rosso)
- Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique : **135,5 millions d'euros** (depuis 2016)
- Aide humanitaire : **74,9 millions d'euros** (depuis 2014)
- Protocole de pêche UE-Mauritanie : l'UE verse une contribution financière de **62.750 millions d'euros** par an pour ce partenariat, incluant **57.5 million d'euros** pour l'accès aux eaux mauritaniennes et **5.2 millions d'euros** en soutien aux communautés locales de pêcheurs en Mauritanie, et à l'amélioration de la gestion des pêcheries

NIGER



- Fonds européen de développement : **716 millions d'euros** (2014-2020) soutien à :
 - (i) sécurité alimentaire et résilience
 - (ii) appui à l'État dans la prestation de services sociaux
 - (iii) sécurité, gouvernance et consolidation de la paix
 - (iv) Infrastructures routières pour les régions à risque d'insécurité et de conflit
- Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique : **317 millions d'euros** (depuis 2016)
- Aide humanitaire : **38,7 millions d'euros** (2018)
- Facilité d'investissement en Afrique : **111.2 millions d'euros** (2019)
- Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) 2015-2019 : **26.7 millions d'euros**
- Mission PSDC : **EUCAP Sahel Niger**